

Entretien avec Gilles Balbastre, réalisateur du film « Cas d'école »

Ancien pigiste, cameraman pour les équipes locales de FR3, M6 et France 2 en Gironde et dans le Nord-Pas-de-Calais, Gilles Balbastre réalise depuis 15 ans des films documentaires qui ont un écho de plus en plus large depuis le succès des Nouveaux chiens de garde.

Cas d'école. « L'école face aux médias » est son nouveau film. A rebours du traitement médiatique habituel, le réalisateur donne la parole à l'équipe d'enseignants et au chef d'établissement d'un collège du Pas-de-Calais. Ils y analysent le déferlement médiatique qu'ils ont eu à subir après la mort tragique d'une élève.

1) Après « Les nouveaux chiens de garde », vous venez de sortir « Cas d'école », un film auto-produit par Nada. Pouvez-vous nous en expliquer le principe ?

Nous avons été une poignée à créer Nada-info après le succès des Nouveaux chiens de garde sorti en janvier 2012. Il faut dire que le film a été un énorme succès – le documentaire français le plus vu en salle depuis 10 ans avec 250000 entrées, 30000 DVD vendus, plus de 400 débats à travers la France. De ces débats il est ressorti que la question des médias et de leur pluralité est pour un grand nombre de citoyens, de militants syndicaux, associatifs, une des questions essentielles de la société actuelle et de la démocratie. Beaucoup ne supportent plus l'information telle qu'elle est imposée par une presse en grande partie détenue pour des grands groupes industriels et financiers. La dernière annonce du possible rachat du Parisien-Aujourd'hui par la première fortune française, Bernard Arnault, alors qu'il possède depuis 2007 le quotidien économique Les Echos, n'est pas fait pour rassurer. De ces deux ans passés à sillonner la France est née l'idée de créer une structure voisine des AMAP (association pour le maintien de l'agriculture paysanne) que l'on pourrait nommer AMIP (association pour le maintien de l'information progressiste) chargée de fabriquer une information alternative. Nada-info est la 1ère AMIP qui revendique – une formule lancée lors d'un débat – une info bio, fabriquée par des journalistes élevés en plein air, entièrement nourris d'investigation, sans trace de libéralisme, de publicité et de conservateur (voir de conservatisme). Nada cela veut dire « Nous avons des armes », titre du premier projet de documentaire, dont le thème est : médias et mouvement sociaux/sociétaux. Comment les médias traitent les mouvements

sociaux et comment ces mêmes mouvements sociaux réagissent-ils face à de tels médias ? Doivent-ils réagir ? Imaginer des formes de résistance ?

2) « Cas d'école » réunit la communauté éducative du collège Jean Jaurès à Lens. Enseignants et chef d'établissement décryptent le traitement médiatique d'un drame ayant touché le collège.

En janvier 2012, le suicide d'une élève scolarisée dans le collège Jean-Jaurès de Lens dans le Pas-de-Calais, classé en éducation prioritaire, est instantanément érigé par la presse en exemple typique du « phénomène » de harcèlement scolaire. Dès lors, l'équipe pédagogique et la direction de l'établissement doivent faire face à une « meute » de journalistes devant les grilles du collège qui débobinent un scénario usé jusqu'à la corde : titres sanguinolents, déclarations à l'emporte-pièce, voire propos mensongers. L'angle choisi est monolithique : les enseignants et la direction n'ont rien fait pour « sauver » la collégienne, autrement dit et pour faire simple, les gentils sont les parents, les méchants les enseignants. Ces mêmes enseignants se rendent compte très vite que quoiqu'ils disent, ils auront toujours tort. Ils choisissent alors de se taire et subissent durant plusieurs jours un matraquage médiatique hautement toxique qui aura des conséquences désastreuses pour l'établissement et pour le travail de l'équipe pédagogique. Mais ce n'est pas pour autant fini. Quinze mois plus tard, un Envoyé spécial revient sur le fait-divers avec la même procédure à charge. Et cerise sur le gâteau, si on peut dire, 22 mois après c'est un documentaire diffusé sur France 5 qui remet une couche en volant cette fois-ci une interview du principal adjoint (il se retrouvera flouté à l'antenne).

Pourtant les enquêtes diligentées par la justice et par les instances professionnelles (Rectorat et Inspection académique) concluront à la non responsabilité du collège dans le suicide de la collégienne. Équipe pédagogique et direction ont suivi la collégienne et fait tout ce qu'il fallait pour alerter la famille.

C'est à ce moment là que je rencontre une partie de l'équipe pédagogique et le principal adjoint. Pour eux la coupe est pleine. Après un travail de réflexion, ils décident de répondre, non pas de l'affaire en elle-même, mais de la méthode employée par les journalistes. Avec le sociologue Laurent Bonelli, collaborateur du Monde Diplomatique et spécialiste de la violence, nous allons déconstruire un travail journalistique qu'ils ont pris de plein fouet et démontrer le pouvoir de nuisance d'un tel travail sur le collège en lui-même, mais d'une manière plus générale sur l'environnement démocratique.

3) Attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Kascher en janvier, réforme du collège actuellement. L'école est sous le feu des critiques et l'on a l'impression que l'expertise des enseignants est tue ou déqualifiée. Comment analyser ce phénomène ?

J'ai eu l'occasion d'écrire un article dans Le Monde Diplomatique de Juin, « C'est toujours la faute à l'école » sur ce sujet. Les injonctions faites à l'école sont incessantes. Échec scolaire, chômage, crise morale, remise en question de la laïcité, défi de l'autorité, tout serait imputable à l'Éducation Nationale. L'école serait le tableau alors qu'elle n'est qu'un élément de ce tableau, assombri par des politiques ultra-libérales dont on mesure jour après jour les dégâts écologiques et humains. Il est important que les enseignants ne tombent pas dans ce panneau et se révoltent face à ces assignations. Cette attaque répétée contre l'école, menée par une grande partie des médias, s'inscrit dans une remise en question générale et libérale de la fonction publique et des services publics. L'enseignant, comme le fonctionnaire en général, serait selon ces médias corporatistes, recroquevillé sur ses acquis, conservateur, gavé de congés payés et avantages divers. Cette image est constamment mise en avant par les éditorialistes et les grands présentateurs vedettes. Même si « Cas d'école » n'est pas directement une réflexion sur l'école, il traite en partie de cela. La couverture hystérique d'un fait-divers comme celui qui s'est déroulé au collège Jean-Jaurès de Lens est caractéristique de la vision médiatique de l'école. A aucun moment par exemple les journalistes ne se sont intéressés dans cette histoire aux conditions socio-économiques des parents des enfants du collège. La réalité désastreuse de l'emploi dans cette région – 18% de demandeurs d'emploi – le taux de pauvreté le plus haut de France, l'espérance de vie la plus basse... Tous ces facteurs ont une incidence déterminante dans le quotidien scolaire des jeunes. Le travail entrepris par une équipe comme celle de Jean-Jaurès, soudée et syndiquée, envers ces jeunes démunis, n'est à aucun moment évoqué par la presse. La figure positive d'agents dévoués à leur mission de service public est ainsi déniée et remplacée par une image négative d'éducateurs peu soucieux de leurs élèves.

4) Selon vous, comment reprendre la main dans le débat éducatif ?

Les médias orientent fortement le débat vers des thèmes vendeurs pour le business de leur entreprise, voire réactionnaires. Ceux qui aspirent à une société progressiste ont non seulement d'immenses difficultés à avoir accès au débat, mais sont de plus sont

ringardisés. Reconquérir cet espace public du débat est plus que nécessaire. Il faudrait pouvoir ne plus répondre aux formes de débats, aux questions, aux thèmes imposés par la presse et reprendre la main avec ses propres réflexions, avec ses propres aspirations progressistes. C'est une bataille syndicale plus que nécessaire. L'ancien secrétaire général du Syndicat de la Magistrature, Matthieu Bonduel, disait qu'il est de plus en plus difficile d'avancer des idées progressistes sur la justice tant les médias favorisent, par leur appétence aux faits-divers, les pires aspirations réactionnaires. Comment s'étonner alors de la montée d'un parti comme le Front National ?

5) Et plus largement, comment reprendre la main dans le débat médiatique ?

Il est d'importance pour moi que les forces progressistes – syndicales et politiques – se saisissent davantage de la question des médias ? Trop souvent encore la question n'intéresse pas les responsables. Trop souvent ces mêmes responsables se précipitent ventre à terre devant le moindre micro et acceptent de répondre aux débats imposés par les journalistes. On l'a vu hélas lors des événements de janvier. L'espace des médias est beaucoup trop naturalisé par ces responsables, comme si on ne pouvait pas le remettre en question, comme si ce n'était pas une affaire politique. Je trouve les citoyens ou les militants de base beaucoup plus attentifs à la critique des médias. Il est grand temps de reprendre la main, de débattre entre nous de cette question, d'imaginer des contre-attaques. Il en va de la possibilité de renverser le rapport de force en faveur des visions progressistes de la société. C'est un combat intellectuel et politique d'importance.

Entretien réalisé par Stéphane Rio, publié dans l'USMag, juin 2015,
